

AVRIL '19/N° 2



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERTS SUISSES

- PAS DE CADEAUX FISCAUX AUX GRANDES ENTREPRISES 3-4
- INITIATIVE POUR LES GLACIERS 6
- KATHARINA SCHULZE : OSER LE CHANGEMENT 8



UN NON CLAIR

À L'ARNAQUE FISCALE



Les 3 locomotives vertes de Zurich, Lucerne et Bâle-Campagne : Martin Neukom, conseiller d'Etat fraîchement élu, Korintha Bärtsch, candidate aux portes du gouvernement de Lucerne et Isaac Reber (ne figure pas sur la photo), brillamment réélu au Conseil d'Etat de Bâle-Campagne.

ENSEMBLE

SAISSISSONS CETTE CHANCE

Depuis de nombreuses années, les VERTS vont de succès en succès. Pourtant, c'est la première fois que je ressens une telle effervescence. Grâce aux victoires électorales de Zurich, Lucerne et Bâle-Campagne : nous avons battu un record ! Les VERTS n'ont jamais eu autant de député-e-s. On voit partout fleurir les idées Vertes. Tant de succès stimulants !

Il y a du changement dans l'air – et ce n'est pas un hasard. En effet, deux puissants mouvements sociaux viennent appuyer notre travail de conviction mené depuis des années.

Il s'agit tout d'abord de la grève clima-

tique (p. 7). Ces jeunes font bouger les mentalités sclérosées et les règles de la communication. Face à un-e adolescent-e, qui peut encore prôner une croissance illimitée sans égard pour nos ressources naturelles ? Et lorsque les jeunes réclament leur droit à un avenir, qui peut défendre encore ses habitudes « carbonées » ? En outre, cette dynamique affaiblit les vieux clichés sur les VERTS. Les médias décrivent nos propositions comme « mûres et réfléchies ». Les solutions Vertes sont plus que jamais d'actualité : elles montrent la voie pour lutter contre le dérèglement climatique. Engageons-nous pour les mettre en œuvre, avec passion et compétence.

De même, le mouvement des femmes prend à nouveau de l'ampleur. En mars, nous avons fondé le « Réseau femmes* Vertes » au Palais fédéral (p. 5). Ensemble, nous préparons la grève des femmes* du 14 juin ainsi que les élections fédérales. En effet, cet automne nous voulons à la fois modifier la majorité et enfin réaliser une promesse : la démocratie existe lorsque les femmes et les hommes ont les mêmes chances et les mêmes droits. Ensemble, faisons un bond en avant !

Regula Rytz
présidente des VERTS suisses,
conseillère nationale BE
@RegulaRytz

Impressum

Greenfo - Le magazine
des VERTS suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch – verts@verts.ch
CP 80-26747-3
Tirage : 3200 exemplaires
Rédaction : Natalina Töndury
Traduction : Madeleine Zbinden
Mise en page : Roman Gugger
Imprimerie : Bubenbergr Druck
Photos : Ben Zumbühl (1, 3, 5),
Béatrice Devènes (portraits membres du
groupe),
Thomas Schwager (6, 7)

24 MAI 2019 : DÉBAT PUBLIC SUR LE CLIMAT

Tout le monde s'intéresse désormais à la protection climatique, au moins depuis la sécheresse de l'été passé et le début des grèves climatiques mondiales lancées par l'élève suédoise Greta Thunberg. La pression sur les milieux politiques augmente. Et c'est bien ainsi, car il faut enfin que les choses bougent !

Venez débattre avec des parlementaires Vert-e-s, des scientifiques et des membres de la grève climatique sur des questions essentielles : que doit faire la politique, la recherche et la société pour que la protection climatique devienne efficace ? comment maîtriser la sortie de l'ère carbone ? jusqu'à quand ? et avec quel impact sur notre société ?

Horaire et lieu : 18h30-20h00, Eglise française réformée de Berne, Predigergasse 3, Berne

Pour en savoir plus : www.verts.ch/evenements

UN NON CLAIR À LA NOUVELLE ARNAQUE FISCALE!

Ce printemps, les multinationales en Suisse vont verser 40 milliards de francs de dividendes, la plupart du temps à des actionnaires étrangers. Parallèlement, nous votons sur une baisse massive des impôts sur le bénéfice des entreprises – au détriment de la population. Un Non le 19 mai peut stopper cette aberration.



En 2017, la population a nettement rejeté la Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). On nous ressort désormais ce brouet sous le nom de « loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA) ». Afin de le rendre un peu plus appétissant, on y a ajouté un coup de pouce financier à l'AVS. Il convient certes de stabiliser l'AVS. Mais pas en baissant de plus de 2,1 milliards de francs les impôts sur le bénéfice des entreprises ! Car l'AVS n'est pas la seule à avoir besoin de ressources financières, les cantons et les communes également : on ne peut pas se permettre de couper dans les soins à domicile, la formation, les prestations complémentaires ou la santé.

Même breuvage sous une nouvelle étiquette

La Suisse est le moteur de la concurrence fiscale internationale. Sous pression de l'OCDE, elle doit abolir les privilèges fiscaux les plus néfastes. Il y a urgence. Pourtant, on répète les erreurs de la RIE III en détournant la réforme afin d'exempter d'environ 4,5 milliards de francs par année les entreprises normalement taxées. Quelle est l'astuce ? L'abolition des privilèges sera adoucie par l'instauration d'une « patent box »

et de nouvelles déductions, réduisant le bénéfice imposable. Parallèlement, la Confédération subventionne les baisses de l'impôt sur le bénéfice dans les cantons. Cette manœuvre profite non seulement aux multinationales mais à toutes les entreprises en Suisse. Conséquences : 2,1 milliards de recettes fiscales en moins. Chaque année. La RIE III nous aurait fait perdre 2,7 milliards. Ainsi la RFFA, malgré quelques correctifs, nous ressort le même breuvage sous une nouvelle étiquette. La volonté populaire n'a pas été prise au sérieux et les problèmes de fond restent.

Carnage intercantonal

Le plus grand problème de la RFFA est le démantèlement du service public qui en résultera. De plus, elle attisera la sous-enchère fiscale internationale et intercantonale. La première fait perdre aux pays en développement d'importantes ressources financières. La deuxième porte surtout préjudice aux cantons : en effet, seuls quelques-uns profiteront de la RFFA, car ils pourront compter sur davantage de recettes fiscales des anciennes sociétés à statut fiscal spécial, qui pèsent des milliards. Bâle-Ville p.ex., ou Zoug. Tous les autres prévoient de baisser – à perte – leur taux d'imposition pour des « raisons

de concurrence ». Le canton de Soleure p.ex. veut diminuer de moitié l'impôt sur le bénéfice, ce qui lui fait perdre quelque 90 millions de francs par année. De même, à Genève, Zurich ou Berne, les VERTS luttent contre le cercle vicieux de la sous-enchère fiscale.

Mettons fin à ce cauchemar en disant Non à cette réforme fiscale le 19 mai. Soutenez notre campagne sur www.verts.ch/rffa



Regula Rytz
présidente des VERTS suisses,
conseillère nationale BE
@RegulaRytz

Cadeaux fiscaux aux grandes entreprises ?



NON

à la nouvelle arnaque fiscale

www.non-rffa.ch

RFFA

C'EST NON !

A l'heure où l'urgence climatique nous commande d'investir massivement en faveur de la transition écologique, il serait irresponsable de priver nos collectivités publiques de plusieurs milliards.



Le monstre – la mise en œuvre cantonale de la RFFA – détruit le service public.

Sous couvert d'améliorations sociales ou de compensation aux cantons, la RFFA n'est rien d'autre qu'une nouvelle incitation à la concurrence et à l'évasion fiscales.

Concurrence car en ne fixant aucune règle aux cantons (excepté l'abolition des statuts fiscaux imposée par l'OCDE), cette réforme les met volon-

tairement sous pression pour baisser leurs taux d'imposition. Avec un certain succès puisque les pertes fiscales se chiffrent déjà à plus de 2 milliards.

Evasion car elle instaure, comme la défunte RIE III, des déductions fiscales injustes, réservées aux grandes

entreprises. Autant pour la « patent box » que pour la déduction de recherche et développement (R&D), le cadre est tellement large que les contrôles seront impossibles et les pertes liées à ces niches dépasseront largement le 1,5 milliard annoncé. Les PME, qui ne payent souvent aucun impôt sur le bénéfice, n'en verront pas la couleur tout en perdant les mandats des collectivités publiques contraintes de réduire leurs dépenses.

Quant à la population, outre les baisses de prestations, elle subira tôt ou tard des hausses d'impôts dans les communes, qui n'auront d'autre choix que de s'y résoudre.

A Genève, qui vote le 19 mai simultanément sur les versions fédérale et cantonale de la RFFA, ce sera 2x NON !



Nicolas Walder
président des VERTS genevois

LOI SUR LES ARMES : DES CRIS

D'ORFRAIE DEVANT UNE SOURIS

Les tireurs nous prédisent un désarmement général. Si seulement ! Mais pas de trace dans la loi d'une réduction des armes en circulation dans notre pays, au 3^e rang mondial du nombre d'armes par habitant.

Dans le contexte des attentats, l'Union européenne a adapté ses dispositions en matière d'armes à feu pour mieux les contrôler. C'était sans compter sur l'intense – et fructueux – lobby des autorités helvétiques (de droite) à Bruxelles. A l'issue du processus européen, l'obligation de passer un test psychologique pour posséder une arme ou celle de tirer régulièrement pour conserver son fusil d'ordonnance ont disparu ! Il ne reste qu'une pâle directive, que la Suisse reprend en raison de l'accord de Schengen, avec peu

d'impact sur la réalité. La mesure décriée : posséder une arme semi-automatique extrêmement dangereuse est conditionné à l'adhésion à un club de tir !

Pour, sans enthousiasme

Les VERTS soutiennent cette révision, car elle améliore légèrement la traçabilité des armes grâce à un marquage systématique et à l'échange d'informations entre les Etats associés. Les faits sont pourtant alarmants en Suisse : un taux de suicide par arme à feu parmi les plus élevés au

monde, homicides ou tentatives d'homicides dans le cadre de violences domestiques. Au parlement, les VERTS se sont engagés pour durcir cette loi afin qu'elle garantisse enfin la sécurité en limitant l'accès aux armes. En vain. Comme c'est mieux que rien, on dit OUI, mais on reste sur notre faim.



Lisa Mazzone
vice-présidente des
VERTS suisses,
conseillère nationale GE

« Pour moi, le plus important concernant ce réseau est la solidarité féminine. »

Natacha Mahaim Sidorenko, membre du réseau, VD

« Il est primordial pour moi que le mouvement des femmes renaisse. Il doit s'organiser dans toute la Suisse ! »

Silvia Carlen, membre du réseau, TG

« En matière d'égalité, nous avançons comme une tortue. C'est inacceptable. C'est pourquoi nous nous unissons pour changer la donne. »

Céline Vara, vice-présidente des VERTS suisses, députée au Parlement neuchâtelois et co-coordonnatrice du réseau

« Très fière et contente que les VERTS ont osé faire quelque chose par et pour les femmes. »

Jasmine Herrera, membre du réseau, NE

A vos agendas : la grève nationale des femmes* se déroulera le 14 juin ! Pour en savoir plus :

www.verts.ch/grevedesfemmes

EN RÉSEAU POUR L'ÉGALITÉ

Le 16 mars, plus de 130 femmes* Vertes se sont retrouvées au Palais fédéral afin de créer le « Réseau femmes* Vertes » en vue d'échanger, de coordonner les engagements régionaux et d'encourager l'entrée des plus jeunes en politique. Rejoignez le « Réseau femmes* Vertes » ! Ensemble nous ferons avancer l'égalité ! www.verts.ch/femmes

INITIATIVE SUR LE CANNABIS : LA FIN DE LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE ?

Une initiative sur la dépénalisation du cannabis va être lancée. Evolution des mentalités et expériences internationales concluantes justifient une révision de la loi sur les stupéfiants, que refuse le Parlement.

Entre les tergiversations politiques, la légalisation du cannabidiol (CBD), une application cantonale de la loi sur les stupéfiants (LStup) à géométrie variable et le deal de rue, la politique suisse en matière de cannabis s'apparente à un grand bazar ! En conséquence : coûts sécuritaires et judiciaires exorbitants, pas de véritable politique de prévention et de protection des mineurs, marché noir florissant.

Alors que plus de 300 000 personnes consomment régulièrement du cannabis en Suisse, il est temps que la Confédération prenne ses responsabilités, à savoir : une dépénalisation et une réglementation fédérale sur la production, la vente et la consommation de cannabis, accompagnées d'une interdiction pour les mineurs, et de taxes dont les bénéfices doivent servir à renforcer la prévention.

Les Jeunes Vert-e-s et les VERTS soutiendront donc toute initiative allant dans ce sens.



Kevin Morisod
co-président
Jeunes Vert-e-s suisses
[@KevinMorisod](https://twitter.com/KevinMorisod)

INITIATIVE POUR LES GLACIERS

PÉTROLE + GAZ + CHARBON = 0

Un journaliste scientifique ne supporte plus l'incurie des majorités politiques. Il lance l'initiative pour les glaciers. C'est la clé pour que le Parlement prenne enfin au sérieux la protection climatique. Et c'est possible – si nous gagnons les #ElectionsClimat2019 !

Tout a commencé avec l'accord de Paris sur le climat, qui est « historique (car il annonce la sortie d'une forme d'énergie qui a été le moteur de l'économie mondiale pendant 200 ans », écrivait le journaliste scientifique Marcel Hänggi il y a 3 ans. Il suffit de jeter un coup d'œil rétrospectif pour se rendre compte à quel point cette décision est historique : en effet, la révolution industrielle – alimentée par la prédation des énergies fossiles – n'a pas seulement créé une économie totalement nouvelle. Elle a laminé la société sur l'ensemble de la planète. Car, ce n'est pas simplement le travail humain et les chevaux qui ont été remplacés par les machines à vapeur et les moteurs. Non ! Toute la production s'est transformée, et à sa suite les relations de pouvoir et les rapports de propriété.

Nous avons besoin d'une révolution climatique

Transformer le capitalisme pro-fossile en une économie post-fossile est une rupture tout aussi grande que la révolution capitaliste, qui a mis fin au féodalisme. Il y a cependant une

différence de taille. On peut considérer le dépassement du féodalisme comme une nécessité historique. Par contre, il est impératif de se diriger vers une société post-fossile. Et urgent : le climat est déjà complètement déréglé. Et nous ne sommes pas à l'abri de basculements, dont la progression est phénoménale.

Le temps presse. Peut-être pas immédiatement pour l'être humain en tant qu'espèce, mais pour l'humanité en tant que civilisation. En fait, que veut dire « pour l'humanité » ? Peut-être s'agit-il simplement du désir des êtres humains de pouvoir vivre ensemble en paix. Ou du respect de certaines valeurs, qui devraient nous servir de boussole durant ces temps de turbulences : liberté, égalité, solidarité.

Justice climatique ? Une chance !

Les VERTS sont le mouvement politique qui entend saisir cette chance historique, afin d'aménager une société plus juste ; afin de renforcer une économie ne se basant ni sur la prédation de la nature ni sur l'exploitation des

êtres humains. Justice et non guerre climatique.

Si tout reste ainsi, il ne restera bientôt plus rien. Et des journalistes, comme Marcel Hänggi, qui tout à coup font de la politique, me motivent. De même que des jeunes qui soudain se mettent en grève. Ou des scientifiques qui subitement quittent leur tour d'ivoire. Ils ont compris.

Les VERTS doivent redoubler d'effort pour récolter de nombreuses signatures en faveur de l'initiative pour les glaciers. Et rappeler à chaque signature que cette initiative passera devant le Parlement... et donc qu'il faut voter VERTS cet automne.

Plus de 500 activistes pro-climat se sont déjà annoncés sur

www.climat.verts.ch.

Rejoignez-nous !



Balthasar Glättli
conseiller national ZH
comité d'initiative
@bglattli



OFFENSIVE VERTE EN FAVEUR DU CLIMAT

Lors de la dernière session, les VERTS ont déposé une nouvelle série d'interventions. En voici les principales revendications :

- **ajouter un avertissement sur la publicité pour le trafic aérien** : cette publicité doit comporter un avertissement sur ses conséquences climatiques. De nombreuses personnes ne sont en effet pas conscientes qu'il est extrêmement polluant.
- **exiger des CFF qu'ils limitent la publicité pour le trafic aérien dans les gares.**
- **réintégrer les trains de nuit dans la stratégie des CFF** : de moins en moins de trains de nuit sont proposés comme alternative au trafic aérien européen. La Confédération doit inverser la vapeur.
- **limiter les voyages en avion du personnel fédéral.**
- **favoriser les pendulaires respectueux du climat** : la déductibilité fiscale des trajets pendulaires doit dépendre de leur impact climatique.
- **incorporer un frein CO₂ dans toute la législation** : toute nouvelle loi doit documenter son impact climatique. De plus, à l'instar du frein aux dépenses, une loi défavorable au climat ne peut être adoptée que si la moitié au moins des membres d'un Conseil l'approuve (et non pas seulement la moitié des membres présents).
- **interrompre les subventions étatiques pour la publicité carnée** : la consommation de viande nuit au climat. La Confédération ne doit pas encourager de tels comportements.

Par ailleurs, le groupe parlementaire Vert a rencontré une délégation du mouvement de grève pour le climat, afin de pouvoir intégrer ses revendications et de proposer ensemble de nouvelles mesures pour protéger efficacement le climat. Nous continuerons notre engagement, jusqu'à ce que la justice climatique soit assurée !



Adèle Thorens
conseillère nationale VD
@adelethorens

Jeunes vert-e-s

PRÉPARONS NOTRE AVENIR

« Il s'agit de notre avenir ! » Quelle phrase impressionnante ! Il semble que nous connaissions l'ampleur du problème... mais comment le résoudre ensemble ?



Oleg Gafner, activiste pro-climat

Quelque chose a changé.

Lors de mon engagement au sein de la grève climatique, j'ai senti une grande motivation. Jamais je n'aurais pensé que nous les jeunes nous puissions imprégner Lausanne d'une telle énergie. Non seulement les jeunes discutent désormais nettement plus des thèmes politiques et de société mais il semblerait que les autres générations

commencent enfin à nous écouter. Résolument engagés contre le réchauffement climatique : voilà le mot d'ordre des 2 millions de jeunes mobilisés le 15 mars lors de la grève mondiale.

Malgré la force qui émane de notre mouvement, beaucoup de grévistes se demandent si notre grève permettra d'atteindre le but visé ? Et par où commencer ?

Or, c'est le moment pour les Jeunes Vert-e-s et Vert-e-s d'assumer leur rôle ! Nous avons des solutions, nous avons des idées et nous avons le courage d'amener un changement de système. A nous d'informer, de proposer des réponses aux enjeux et de les défendre.

Oleg Gafner
membre du collectif de la grève pour le climat VD
co-président des Jeunes Vert-e-s vaudois-e-s
www.climatestrike.ch



OSER

LE CHANGEMENT

Dans l'espace germanophone, Katharina Schulze est très connue comme passionaria des VERTS de Bavière. Elle dirige leur groupe au Parlement bavarois, qu'elle profile dans l'opposition.

Pour moi, la Suisse ressemble à la Bavière : riche d'une nature à couper le souffle, riche de multiples facettes culturelles et historiques, riche de gens formidables. Veut-on que cela reste ainsi ? Il faut des VERTS pour lancer de nouvelles idées et avoir le courage de changer. Notamment face à la disparition des espèces animales et végétales, au réchauffement climatique, à la fracture sociale grandissante, à l'autoritarisme, mais aussi face à la numérisation de nombreux domaines de notre existence. Ensemble, nous avons les moyens de créer un avenir où il fait bon vivre !

La moitié du pouvoir aux femmes

La société ne reste unie que si ses membres ont le sentiment qu'elle est juste. C'est pourquoi depuis leur création, les VERTS luttent pour une réelle égalité des droits : une cause qui me tient particulièrement à cœur. C'est pourquoi nous voulons changer le droit électoral bavarois. Car chiffres à l'appui, le système ne peut malheureusement pas évoluer de lui-même, les femmes ne représentant tant au Conseil national suisse qu'au Parlement bavarois qu'un petit 30%. Pour-

tant, les femmes ont le droit de vote depuis 1971 en Suisse et depuis 1919 en Bavière. Il est temps que la composition des législatifs change. On ne peut en effet plus accepter qu'après chaque élection, les femmes végètent à un tiers des sièges, les partis bourgeois prenant leurs airs de circonstance pour louer les améliorations, alors que rien n'a changé. Il faut en finir ! La moitié du pouvoir ? Ce n'est plus la promesse Verte d'un avenir lointain. C'est une exigence pour moi, aujourd'hui. Je tiens ici à féliciter les VERTS suisses d'avoir créé le Réseau des femmes* Vertes !

Encourager au lieu de faire peur...

... tel était le slogan de la campagne électorale bavaroise en 2018. Et c'est exactement ce que je ressens encore aujourd'hui. Car notre société doit enfin savoir dans quel type de monde elle veut vivre. Dans un monde où les faits scientifiques sur le dérèglement climatique servent de boussole politique ? ou dans un monde où l'on submerge de haine la jeune militante de 16 ans, Greta Thunberg, lorsqu'elle affirme – à raison – que repousser la sortie du carbone revient à aban-

donner nos objectifs climatiques ? dans un monde traitant avec soin nos ressources naturelles ou dans un monde où chacun-e ne pense qu'à son avantage personnel à court terme ? ou une société ayant le courage de créer son avenir en respectant ses valeurs ? Je pense que la réponse est claire. Tout comme il est clair que c'est à nous – les VERTS – qu'il incombe de prendre la bonne direction. C'est pourquoi 2019 est pour vous l'année des #ElectionsClimat2019. Je trouve excellent que vos étendards placent au premier rang la protection climatique tout comme le climat social !

Une citation de Barack Obama résume à merveille la situation : « Le changement ne viendra pas si nous attendons une autre personne ou un autre moment. Nous sommes ceux que nous attendons. Nous sommes le changement que nous cherchons. »

Katharina Schulze
présidente du groupe
parlementaire Vert du
Parlement bavarois
@KathaSchulze